

Effets positifs

Centres d'accueil avec local de consommation. La Suisse joue un rôle de pionnier en matière de création de structures offrant aux toxicodépendants la possibilité de consommer des substances. Les expériences sont tout à fait positives.

L'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a mandaté l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive à Lausanne (IUMSP) pour réaliser une brève expertise sur le rôle et l'utilité des structures avec local de consommation (SLC) dans la réduction des problèmes liés à la drogue en Suisse. Ce travail s'appuie sur les meilleures connaissances disponibles à ce jour, soit les résultats des travaux de recherche et d'évaluation qui ont été menés en Suisse et à l'étranger.

Des objectifs atteints en grande partie

L'expertise démontre que les structures offrant des possibilités de consommation atteignent en grande partie les objectifs qui leur ont été fixés et que les critiques qui leur sont adressées ne sont guère confirmées. Ainsi, les SLC contribuent à:

- la réduction des overdoses fatales;
- la réduction des comportements à risque en matière de transmission des maladies infectieuses, particulièrement le VIH/sida, dans la population des consommateurs de drogue. Les SLC participent largement, en Suisse, à la politique de remise et d'échange de seringues, mesure qui a trouvé une reconnaissance internationale entre-temps. (Les SLC ont probablement contribué à enrayer l'épidémie de VIH/sida, en revanche il n'est pas possible d'affirmer qu'elles ont une véritable action en ce qui concerne l'hépatite);
- l'établissement et au maintien d'un contact entre cette population et le réseau social et sanitaire, dans lequel les structures à bas seuil, par les soins et l'aide sociale qu'elles offrent, constituent souvent le premier point d'accès. Ces prestations sont particulièrement recherchées et appréciées des usagers les plus marginalisés socialement. Dans cette optique, elles contribuent sans ambiguïté au maintien de la santé et des liens sociaux de ces personnes;
- la réduction des problèmes d'ordre public, en particulier en réduisant les scènes ouvertes, en diminuant la consommation dans les lieux publics, en récupérant les seringues usagées et en réduisant l'impact des problèmes de drogue sur l'espace domiciliaires (immeubles).

Pas d'effets négatifs

L'expertise souligne que les données n'indiquent pas d'effets délétères spécifiques des structures avec local de consommation. En effet, le nombre de consommateurs et la fréquence de consommation sont tous deux en baisse. De même, ni l'entrée ni le maintien d'un traitement ne sont mis en péril. La majorité des usagers des SLC sont en traitement (tendance à la hausse) et le sujet est abordé dans le cadre des structures. Enfin, les usagers eux-mêmes indiquent que les SLC n'ont pas d'effet majeur sur leur traitement. Toutes ces observations sont relatives au niveau de la santé publique et ne signifient pas que l'effet des SLC ne peut pas être délétère pour certains individus. Toutefois, sur la base des connaissances existantes, il apparaît que le bilan global des effets des SLC sur les problèmes liés à la drogue est positif.

Expériences avec les locaux d'inhalation

Les structures avec local d'inhalation constituent une nouveauté en Suisse. Elles ont été conçues pour répondre à un changement dans les modes de consommation chez les anciens et chez les nouveaux consommateurs d'héroïne et de cocaïne. A ce titre, elles ont pour objectif de rejoindre ces populations et de leur offrir des prestations à bas seuil comme pour les injecteurs. En outre, elles pourraient servir à favoriser des modes de consommation présentant des risques un peu plus faibles. Mais les résultats, s'agissant des SLC avec local d'inhalation, ne sont pas encore convaincants. Si ces structures parviennent effectivement à rejoindre une population d'inhalateurs, il reste qu'il n'a pas été possible de confirmer ou d'infirmer qu'elles peuvent aussi atteindre les objectifs qu'elles se sont fixés (point de contact du réseau social et sanitaire, réduction des problèmes d'ordre public, passage à des formes de consommation à plus faible risque). Il est donc nécessaire d'entreprendre de nouvelles recherches permettant de tirer des conclusions plus claires.

Contact:
Thomas Egli, Section drogues, OFSP
3003 Berne, tél. 031 323 80 19
thomas.egli@bag.admin.ch

Remise de matériel d'injection par les pharmacies

Mandaté par l'Office fédéral de la santé publique, l'Institut universitaire de médecine sociale et préventive à Lausanne a mené une enquête nationale (similaire à celles de 1995 et de 1997) auprès des pharmacies suisses. L'objet de l'étude était de chiffrer correctement le nombre de seringues remises par les pharmacies, ainsi que d'analyser la situation en matière de remise par les pharmacies en Suisse de matériel d'injection et de méthadone dans le cadre de traitements de substitution.

L'enquête a été menée entre mars et mai 2005 avec le concours de la Société suisse des pharmaciens; le taux de réponse a été de 75%. Les données sont en cours d'évaluation, les résultats sont attendus pour la fin de l'année.

«Il faut préserver la ré

La réduction des risques. Un entretien avec la sociologue Viviane Prats, decine sociale et préventive à Lausanne, sur la réduction des risques en Suisse et les nouveaux défis posés par une pression de plus en plus forte aux économies.

Spectra: Pouvez-vous définir la «réduction des risques» aussi brièvement que possible.

Frank Zobel: Il s'agit de l'ensemble des mesures sanitaires et sociales permettant de diminuer ou de supprimer des risques et des conséquences néfastes liés à la consommation de drogues chez ceux qui ne peuvent, ou ne veulent, pas cesser leur consommation.

Peut-on appliquer votre définition à d'autres secteurs, comme celui des médicaments, de l'alcool, du cannabis?

Zobel: Absolument, la définition peut s'appliquer à toutes les substances psychoactives.

François van der Linde, président de la Commission fédérale pour les questions liées aux drogues, voudrait, dans le rapport «psychoaktiv.ch», élargir la notion de réduction des risques aux effets négatifs qu'ont les problèmes de drogues sur la société...

Zobel: Je ne vois pas très bien ce qu'apporte l'extension du concept au niveau sociétal et je crains que, dans ces conditions, tout le monde puisse prétendre faire de la réduction des risques et que l'on mette tout et n'importe quoi sous cette rubrique. Le travail de la police pourrait ainsi typiquement se présenter comme de la réduction des risques au niveau sociétal. Or, ce qui importe avant tout c'est de protéger les individus qui, en raison de leur consommation de drogue mais aussi des conditions sociales de cette consommation (marché noir, absence de surveillance des produits, répression de la consommation, etc.), sont en danger.

Comment jugez-vous l'offre suisse en matière de réduction des risques en comparaison des offres internationales?

Zobel: L'offre suisse est large, diversifiée et établie depuis longtemps. Elle



Frank Zobel

est aussi innovante: plusieurs mesures ont été développées dans notre pays, comme les salles d'injection ou la distribution de seringues dans les prisons. L'offre de réduction des risques proposée en Suisse est parmi les plus complètes au niveau européen et pratiquement aucun autre pays ne dispose des moyens dont nous disposons ici. Nous avons aussi acquis un savoir énorme, grâce aux évaluations des mesures et aux travaux de recherche menés auprès des consommateurs de drogues. Un savoir que d'autres pays n'ont souvent pas encore. Mais, de nombreux pays avancent très vite en la matière, alors que nous enregistrons une certaine stagnation des connaissances en Suisse.

Prats: En tant que participants aux trois conférences CLAT, nous avons eu l'impression d'être accueillis comme des pionniers apportant une grande expérience et de nombreux projets innovants. Pourtant, lors de la dernière conférence, j'ai été très heureuse de constater le développement de nombreux programmes de réductions des risques dans différents pays.

Impressum

No 53, Novembre 2005

«spectra – Prévention et promotion de la santé» est un bulletin d'information de l'Office fédéral de la santé publique qui paraît six fois par an en français, en allemand et en anglais. Il publie également des opinions qui ne coïncident pas avec la position officielle de l'office.

Editeur: Office fédéral de la santé publique
3003 Berne
Tél. 031 323 54 59
Fax 031 324 90 33
www.bag.admin.ch

Réalisation: Pressebüro Christoph Hoigné,
Allmendstr. 24, 3014 Berne
hoigne@datacomm.ch

Responsable de la commission de rédaction:
Markus Allemann,
markus.allemann@bag.admin.ch

Textes:
Collaborateurs de l'OFSP, Christoph Hoigné et d'autres auteurs

Traduction:
Marie-Françoise Dörig-Moiroud

Photos:
Christoph Hoigné et autres

Graphisme:
Lebrecht typ-o-grafik
3147 Aekenmatt

Impression:
Büetiger AG
4562 Biberist

Tirage:
7000 ex. allemands,
4000 ex. français,
1500 ex. anglais

Il est possible de commander des numéros séparés et des abonnements gratuits à: Office fédéral de la santé publique, Section campagnes 3003 Berne
Tél. 031 323 87 79
Fax 031 324 90 33
kampagnen@bag.admin.ch

Le prochain numéro paraîtra en décembre 05.

duction des risques! »

présidente du GREAT (Groupement Romand d'Etudes sur l'Alcoolisme et les Toxicomanies) et Frank Zobel, chercheur à l'Institut universitaire de médecine en Europe, sur les expériences issues de la 3e Conférence Latine de réduction des risques liés aux usages de drogues qui s'est tenue à Barcelone et sur les

Ainsi la France, longtemps considérée comme très frileuse en la matière, a mis sur pied de nombreux projets intéressants. Il est très possible que les approches innovantes de la Suisse, les échanges internationaux et la diffusion dans les médias aient participé à cette évolution; nous ne pouvons que nous en réjouir. Une conférence comme la CLAT permet de partager ce genre d'expériences et de mettre en place, ailleurs, des offres comparables.

Zobel: Les autres pays sont désormais regroupés dans des institutions et forums européens servant, précisément, à cet échange d'expériences. La Suisse n'est souvent pas membre de ces organismes et ne parle donc parfois qu'avec elle-même.

...certainement un obstacle majeur pour la recherche.

Zobel: C'est surtout frustrant, car toute une série de méthodes, de définitions, de réflexions sur l'approche du problème sont développées au niveau européen. Ne pas pouvoir participer à ces processus signifie que nous devons faire notre travail dans notre coin, au lieu d'échanger avec les autres.



Viviane Prats

Prats: La Suisse fait un peu tache. C'est vraiment regrettable! Nous ne pouvons pas continuer à nous satisfaire de ce rôle de spectateur. Certes, notre expérience jouit d'une reconnaissance internationale, mais nous sommes isolés dans de nombreux domaines.

Quelles sont les différences entre la Suisse alémanique et la Suisse romande?

Zobel: Il y en a deux grandes: d'abord, la réduction des risques est, en Suisse romande, apparue cinq à dix ans plus tard qu'en Suisse alémanique. Ce décalage est dû à des idéologies et des réflexions politiques différentes, mais aussi à l'absence de scènes ouvertes de drogue dans les villes de Suisse romande. Ainsi, l'urgence à traiter le problème de la drogue n'était-elle pas aussi manifeste qu'en Suisse alémanique. La seconde différence réside dans la variété de l'offre. Si l'on trouve à Genève toute la gamme des offres de

réduction des risques, les autres cantons romands offrent, en gros, une combinaison de remise de seringues et de programmes de traitement à la méthadone à plus ou moins haut seuil. Il n'y a pas de traitement avec prescription d'héroïne ni de locaux de consommation. Cela est particulièrement apparent à Lausanne, qui est la seule grande ville de Suisse à ne disposer ni de l'un ni de l'autre. Toutefois, on a parfois l'impression, en Suisse alémanique, que la Suisse romande est un désert en la matière, mais les apparences sont trompeuses. Par exemple, l'offre du canton de Vaud dans le domaine de la distribution de seringues ou du traitement avec prescription de méthadone est très importante. Enfin, le canton de Genève peut désormais être considéré comme un canton modèle en matière de développement d'une offre complète de prise en charge et de réduction des risques pour les consommateurs de drogue.

Quelles sont les lacunes dans l'offre, et où?

Zobel: Il est plus difficile de parler de lacune aujourd'hui qu'il y a quelques années. La problématique dans son ensemble a changé. Nous nous appuyons sur dix à quinze ans d'expériences avec la prescription de méthadone/d'héroïne et la réduction des risques, le nombre d'héroïnomanes dépendants diminue, la population des nouveaux consommateurs de drogues présente de nouveaux profils de consommation. Il n'est donc pas facile de formuler ce qui manque et où. Dans les faits, la principale lacune est sans doute au niveau du processus de réflexion sur les besoins des prochaines années.

Prats: Nous avons la chance de disposer d'un Institut de recherche dans ce domaine. L'observation des tendances, de la nature des changements dans les comportements et la pratique, permet d'aiguiller les réflexions sur la bonne adaptation de l'offre à la fois dans les domaines des soins, de la réduction des risques et de la prévention.

Où est, selon vous, le besoin d'agir au niveau de la Confédération, des cantons et des villes?

Zobel: La réduction des risques a toujours été une préoccupation des villes. Elles ont lancé des projets, avec le soutien des cantons, en tant que décideurs et celui de la Confédération. Mais la réduction des risques a un fort besoin de légitimation et de justification de son utilité. Seule la Confédération, à travers l'Office fédéral de la santé publique, peut assumer ce rôle. Le rôle de la Confédération consiste donc à assurer la documentation, la recherche et la légitimation de la réduction des risques.

Ce qui manque actuellement c'est cette attitude claire de défense de la réduction des risques qui pourtant souffre de fortes coupes budgétaires et d'un besoin permanent de légitimation.

La fusion de COSTE et du BRR est aussi l'expression des mesures d'économie.

Zobel: Le BRR a fait de bonnes choses, mais le travail était parfois insuffisant au niveau de la légitimation et de la promotion de la réduction des risques. Que peut apporter la nouvelle Centrale suisse de coordination des addictions? Attendons de voir, mais il est particulièrement important qu'elle s'occupe de ce rôle d'advocacy du domaine.

Prats: Il n'y a pas que des organisations officielles et financées par la Confédération. Il existe aussi d'autres plates-formes, comme le GREAT en Suisse romande, ou le Fachverband Sucht en Suisse alémanique, qui rassemblent les professionnels du champ des addictions et évidemment les acteurs de la réduction des risques. Des synergies très intéressantes peuvent être dégagées. Bien sûr, ce genre d'initiatives doit être financièrement supporté par la Confédération, car le financement est, malheureusement, souvent l'élément décisif.

Revenons brièvement à la CLAT – la Conférence Latine de réduction des risques liés aux usages de drogues, dont la troisième édition a eu lieu à Barcelone en été dernier. Quel a été le rôle de la présence suisse?

Prats: La Suisse y a présenté une série de projets autour des expériences faites avec les espaces de consommation, notamment à Genève, où l'offre de Première ligne – Quai 9 – a pu être citée en exemple. De même, l'implication des usagers de drogues dans la réduction des risques a été abordée – à l'instar du projet PIF à Lausanne («Pour une injection futée – clever injizieren») où les consommateurs de drogues ont créé eux-mêmes un flyer de prévention dans le domaine de l'injection. Ont été également présentés plusieurs projets de recherche et d'intervention dans le domaine des drogues de synthèse consommées dans le milieu techno. La question du genre a également fait l'objet de débats, dans le cadre des activités de Première ligne à Genève, qui a présenté une action de prévention auprès des femmes fréquentant le local de consommation, et enfin, une présentation d'un programme d'accompagnement destiné aux parents toxicodépendants. Bref, une vaste palette de projets.

Zobel: L'image de la Suisse auprès des professionnels européens est empreinte des innovations que nous avons apportées – les premiers locaux de consommation sont restés dans toutes les mémoires – et de la réflexion sur ces interventions. Nous sommes également connus pour soumettre nos activités à des processus d'évaluation et de recherche dont les résultats conduisent ensuite à de nouvelles décisions et mesures qui peuvent être rationnellement justifiées. Ce processus d'apprentissage – qui s'est malheureusement un peu perdu – est loué à l'étranger. Le fait que l'on puisse, en Suisse, réunir tous les acteurs autour d'une table pour

développer des solutions respectueuses, pragmatiques et intelligentes, suscite l'admiration dans des pays où les efforts sont entravés par des querelles entre professionnels ou par des blocages politiques.

Parmi les projets présentés à la CLAT, quels sont ceux qui vous ont le plus impressionnés?

Zobel: En ce qui me concerne, les projets européens qui réunissent des professionnels pour mettre en place, ensemble, des mesures, des systèmes de réflexion et d'assurance qualité. J'ai noté cette tendance particulièrement dans le domaine de la prévention et du test de pilules dans le milieu techno.

Prats: Il y a aussi des projets dans des domaines qui, chez nous, sont plutôt en arrière-plan, comme le travail avec les minorités ethniques ou avec les femmes qui se prostituent. Ou encore, des projets sur des problèmes que nous ne connaissons pas encore massivement, comme la consommation de crack. En France, on a ainsi acquis une grande expérience. Qui sait, peut-être en aurons-nous besoin un jour?

En France, en Espagne encore, le retard est rattrapé à grands pas. On observe des approches globales très intéressantes, ancrées dans la communauté, comme des projets de quartier ou de ville. Les solutions mises en œuvre sont souvent pleines de créativité. Alors qu'en Suisse on se plaint sans cesse de la pénurie de moyens, j'ai pu observer, à la CLAT, comment d'autres pays mettent sur pied des mouvements et des projets créatifs avant même d'avoir étudié et réglé le financement dans les moindres détails. C'est très intéressant pour nous d'être confrontés à ce type d'exemples.

Zobel: Le travail de pionnier qui est fourni est souvent très impressionnant. Un exemple: au Portugal, des professionnels vont avec leur minibus distribuer des seringues et soigner les consommateurs de drogue dans les quartiers difficiles, et fournissent un travail remarquable avec des moyens financiers dérisoires, et ce en étant régulièrement importunés par la police qui réfute l'utilité de telles interventions.

Quels seront les défis et les enjeux à l'avenir?

Zobel: La réduction des risques est née en Suisse d'une situation d'urgence – avec des scènes de drogues ouvertes, des décès quotidiens, etc. Aujourd'hui, cette urgence visible a disparu – mais l'idée de la réduction des risques ne doit pas disparaître avec elle. Les offres de réduction des risques doivent être maintenues, car il existe une population d'usagers de drogues légales et illégales qui reste hors de portée de la prévention et des seules thérapies. D'ailleurs, l'un des enjeux pour l'avenir est sans doute l'extension du concept au-delà de la consommation d'héroïne et de cocaïne, mais de l'utiliser aussi pour les autres substances psychoactives.